



Tous ensemble, contre l'austérité, pour le progrès social

Les nombreuses attaques dans notre département, tant par l'intermédiaire des diminutions draconiennes des budgets à l'hôpital public, dans les organismes de sécurité sociale et de protection sociale, aux collectivités, à la fonction publique, que par la coupe franche dans les effectifs de la SNCF, à France Télécom, mais également au travers de nos nombreuses entreprises menacées ; KEM-One, Air France, FILPAC Vitrolles, Centrale de Gardanne, ASCOMETAL, FRALIB, Grand Conseil de la Mutualité, Moulins Maurel, Euriware, Lyondell Basell, SNCM, Construction, nécessitent une intervention du monde du travail à la hauteur de ce démantèlement orchestré.

Face aux luttes multiples que les salariés mènent avec la CGT, pour faire entendre leurs propositions, le gouvernement s'entête à maintenir une politique d'austérité. Ce mépris envers les salariés, les retraités, les privés d'emplois ne fait que renforcer notre détermination et nous conforte dans l'idée que seule la lutte est déterminante pour sauvegarder nos entreprises, nos emplois, et nos activités structurant la vie économique et sociale.

AUJOURD'HUI :

- › 1 salarié donne 45 jours de son travail aux actionnaires (12 jours en 1981)
- › Distribution des dividendes : France 3^{ème} rang Européen.
- › 6 points du PIB qui ne vont ni à l'investissement, ni à l'emploi, ni aux salaires ni au financement de la protection sociale
- › 80 milliards d'évasion fiscale
- › 10 points du PIB sont donnés en aides publiques aux entreprises privées sans contre partie

Les menaces qui pèsent sur le monde du travail viennent s'ajouter aux conséquences désastreuses des politiques d'austérité menées par le gouvernement qui marche main dans la main avec le MEDEF lui octroyant 20 milliards de crédit d'impôts compétitivité emploi (CICE), et la poursuite des exonérations sociales et fiscales (230 milliards d'€)

Cette situation place le patronat en position de force par la mise en concurrence des salariés entre eux dans de nombreux secteurs d'activité (BTP, Transport, Métallurgie, ...), la multiplication des « ruptures conventionnelles » et les accords forcés sur l'augmentation du temps de travail et/ou des diminutions de salaires (ANI, ou loi sur la « sécurisation de l'emploi »).

Pour la CGT il est temps que cela s'arrête, et qu'enfin on parle de créations d'emplois, d'augmentation des salaires, des revenus de remplacement et des pensions, assurées par une autre répartition de richesses. Les moyens existent pour faire autrement. **L'austérité n'est pas une fatalité c'est un choix politique, les moyens existent, les profits du CAC 40 le prouvent.**

Il est temps, aujourd'hui d'imposer d'autres logiques basées sur la satisfaction des besoins.

Il s'agit d'être le plus grand nombre à exiger le changement. C'est dans cet esprit que l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône appelle à une manifestation contre l'austérité, POUR les salaires, l'emploi et la protection sociale.

**Le samedi 18 janvier 2014
A 14H au Vieux PORT à MARSEILLE**